

Pouvoir d'emprunt

L'Orateur suppléant (M. Scott (Victoria-Haliburton)): A l'ordre. Je fais certaines réserves sur le libellé de cette motion et je me réserve le droit de laisser monsieur l'Orateur rendre une décision à ce sujet demain.

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Monsieur l'Orateur, je me suis demandé pendant une seconde, quand j'ai vu le ministre des Finances (M. Crosbie) se lever, si j'aurais l'occasion de prendre la parole ce soir.

Une voix: Pourquoi ne vous levez-vous pas?

M. Rose: Le député d'Okanagan-Nord (M. Whittaker) me demande pourquoi je ne me lève pas. J'aimerais lui dire qu'il pourrait me voir s'il me rendait l'échelle qu'il m'a empruntée quand je vivais dans la région d'Okanagan.

Des voix: Oh, oh!

M. Rose: C'est la première fois que j'ai l'occasion de prendre la parole depuis que je suis ressuscité et que j'ai pu revenir à la Chambre.

Une voix: Il ressemble même à Lazare.

M. Rose: Je suppose qu'il est impossible de prononcer un deuxième premier discours. Cependant, s'il y avait plusieurs premières fois, ce serait probablement un miracle, et j'en serais bien heureux.

Comme j'ai été absent pendant plusieurs années, j'ai suivi avec intérêt l'évolution du Parlement. Je dirais que je constate des changements extrêmement révélateurs. Les gens qui proposent des solutions aux problèmes de notre pays siègent dans l'opposition et sont appelés libéraux tandis que les gens qui étouffent les solutions que les libéraux tentent de proposer pour régler les problèmes siègent maintenant sur les banquettes du gouvernement. C'est pratiquement la même vieille équipe—de nouveaux visages, mais les mêmes vieilles politiques. Évidemment, je ne suis pas le premier à l'avoir remarqué.

Nous entendons le gouvernement prétendre qu'il a été mandaté pour prendre des mesures d'austérité et je félicite ce nouveau gouvernement de s'être fait élire minoritairement au Parlement. Néanmoins, s'il considère avoir là un mandat, je me demande ce que ce serait s'il n'en avait pas, car si vous examinez les résultats du vote vous constaterez que les électeurs qui ne voulaient pas de ce gouvernement étaient plus nombreux que ceux qui ont voté pour lui. Quel genre de mandat a-t-il là? C'est artificiel et ce prétendu mandat ne lui a même pas été confié par 40 p. 100 de la population canadienne.

M. Knowles: Seulement 36 p. 100.

M. Rose: En fait, le député qui est ici depuis 1860, déclare qu'il a été mandaté par environ 36 p. 100 de la population.

M. Knowles: Le Parlement date seulement de 1867.

M. Rose: Je suis sûr que vous étiez déjà là, Stanley.

Quoi qu'il en soit, depuis une quinzaine de jours un certain nombre de gens ont remarqué, je pense, au cours du débat sur le discours du trône, ce que la situation a d'ironique, pour ne pas dire plus, depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir.

[M. McRae.]

Le parti d'en face s'était prononcé contre la réduction des prestations d'assurance-chômage au cours de la dernière législature. Le 1^{er} juillet, il a permis qu'elle soit mise en vigueur. Les gens remarquent ce genre de chose, vous savez. Les gens remarquent que l'apparente nouvelle morale n'est rien qu'une répétition de la vieille morale.

Une voix: C'est ce qu'on appelle la logique.

M. Rose: Oui, peut-être. Nous avons cet élégant député qui est ministre des Finances. Il prétend que la Commission d'assurance-chômage a peut-être été trop généreuse, qu'elle fait du tort à la situation de l'emploi, que certaines prestations dissuadent les gens de travailler ou encore qu'il n'est pas aussi désastreux d'être sans emploi, car plusieurs membres de certaines familles ont un emploi, quand seul le père est en chômage. Il est intéressant d'entendre cela de la bouche d'un député des Maritimes, d'un député des provinces de l'Atlantique. Je suppose que le ministre préfère être appelé un député des provinces de l'Atlantique plutôt que des maritimes.

Nous avons entendu une déclaration similaire de la bouche du président du Conseil du Trésor (M. Stevens). Puisque ces deux hommes sont chargés de l'orientation du pays et que nous attendons d'eux beaucoup de discipline sévère et de travail assidu, je voudrais demander à tous les députés si le fait qu'ils possèdent beaucoup de ressources en termes de finances ou, pour dire les choses comme elles sont, si le fait qu'ils sont riches, les incite moins à travailler. Ils seraient sans doute les premiers à le nier, mais que le ministre des Finances, en sa qualité de représentant d'une partie du pays qui déplore le taux de chômage le plus élevé au Canada, paraisse à la télévision pour soutenir que l'on devrait réduire les prestations d'assurance-chômage et que l'on devrait peut-être revoir tout le régime dans le but d'en réduire les prestations parce qu'elles ruinent l'incitation au travail, voilà qui est de l'hypocrisie. Voilà qui est déplacé de la part du très humoristique ministre des Finances.

Une voix: Humoristique?

M. Rose: Il fait rire ses amis avec leurs comptes en banque bien garnis.

Une autre question est celle de la hausse des taux d'intérêt. Nombre de députés en ont parlé et je n'ai pas l'intention d'épuiser le sujet, mais je vous donnerai une idée de ce qui se passe dans ma circonscription. Vous trouverez peut-être étrange ou ironique que je parle de certains commettants qui vendent des valeurs immobilières, mais je vous signale que les taux d'intérêt hypothécaire actuels ralentissent l'industrie et réduisent la possibilité pour les jeunes de s'acheter une maison parce qu'ils ne peuvent assumer les mensualités. C'est vraiment pousser un peu fort que de dire que le programme de déduction de l'intérêt hypothécaire va les aider, parce qu'il faut au moins avoir le versement initial et obtenir une hypothèque avant de pouvoir jouir des avantages du programme ou des crédits d'impôt.

Voilà les problèmes que connaît actuellement le pays et que la population demande au nouveau gouvernement de résoudre. Mais si le gouvernement ne se soucie pas de gouverner, comment peut-il résoudre un problème? Le gouvernement est prêt à confier à un organisme quelconque, habituellement au secteur privé, le soin de s'occuper des problèmes du pays.